

# Il est encore temps de faire comprendre à Macron qu'il commet une erreur monumentale en s'attaquant à la Sécurité sociale.

Le modèle social français, un "pognon de dingue"<sup>1</sup> jeté par les fenêtres ou un système solidaire et protecteur pour tou.te.s ?



POOL New / Reuters

Depuis une quinzaine d'années, l'idée selon laquelle les minima sociaux coûteraient trop cher à la Nation s'est progressivement installée dans notre imaginaire collectif. A force de discours venant de la droite la plus conservatrice, pointant du doigt les personnes les plus pauvres, en les accusant de "profiter du système" par paresse, à force de gros titres dans la presse affichant le coût

qualifié d'"exorbitant" de la "fraude sociale", celles et ceux qui travaillent ont maintenant la désagréable impression, lorsqu'ils s'acquittent de leurs cotisations sociales ou de leurs impôts, de payer pour les tricheurs et les fainéants.

Mais de quoi parle-t-on exactement? Quels sont les montants investis chaque année par la France dans les minima sociaux (accusés par M. Macron de coûter un "pognon de dingue"), et quelles sont réellement les grandes masses budgétaires de la protection sociale?

Le budget global de la sécurité sociale, toutes branches confondues, est de presque 500 milliards d'euros par an, répartis de la façon suivante: 210 milliards pour l'assurance maladie, 236 milliards pour la branche vieillesse, 50 milliards pour la branche famille. En comparaison, les dépenses liées aux minimas sociaux sont bien inférieures: 11 milliards par an pour le RSA, 5 milliards pour la prime d'activité, 3 milliards pour le minimum vieillesse et 9 milliards pour l'AAH.

Il est donc légitime de se demander pourquoi tous les débats sur les politiques sociales depuis plus de 10 ans se focalisent sur les minima sociaux, et en particulier le RSA, accusé de creuser seul tous les déficits du pays. Il suffit pourtant de citer ces chiffres pour invalider cette hypothèse. Pourquoi laisser croire aux français que leur voisin de palier, qui vit avec le RSA, serait responsable à lui tout seul du déficit public de la France? Tout simplement parce que certain.e.s femmes ou hommes politiques alimentent volontairement les craintes et les rancœurs, pour créer des clivages dans la société qui servent ensuite leurs intérêts.

Deuxième idée fausse colportée par bon nombre de politiques de tous bords, "l'explosion" supposée de la pauvreté en France, qui justifierait la remise en cause de notre modèle social jugé de fait inefficace. Pourtant, toutes les études statistiques montrent que notre système de protection sociale a permis d'amortir la crise de 2008 en protégeant les plus modestes. Nous sommes un des rares pays d'Europe où le taux de pauvreté, après avoir modérément augmenté entre 2008 et 2012, s'est

<sup>1</sup> [https://www.huffingtonpost.fr/2018/06/13/emmanuel-macron-et-le-pognon-dingue-des-minimas-sociaux-ont-exaspere-ces-deputes\\_a\\_23458172/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/06/13/emmanuel-macron-et-le-pognon-dingue-des-minimas-sociaux-ont-exaspere-ces-deputes_a_23458172/)

stabilisé à partir de 2013 pour ensuite diminuer à partir de 2016, grâce au plan de lutte contre la pauvreté mis en œuvre sous le quinquennat de François Hollande. La France fait figure d'exception, avec un taux désormais à 13,8%, certes encore trop élevé, mais largement en-dessous de celui de l'Allemagne (16,5%), de l'Espagne (22,3%) ou du Royaume-Uni (15,9%), du fait d'un système social redistributif efficace. En effet, selon la DREES, c'est bien notre système de protection sociale qui parvient à faire reculer la pauvreté monétaire, de 24% avant redistribution à moins de 14% après.

Pour autant, doit-on considérer que distribuer des minimas sociaux et des aides au logement est suffisant pour lutter contre l'exclusion? La réponse est évidemment négative. Le Président de la République a donc raison lorsqu'il déclare vouloir mener une politique de prévention contre la pauvreté, mais il a tort lorsqu'il affirme que les minimas sociaux sont inutiles. Les minimas sociaux sont nécessaires pour pouvoir survivre, mais insuffisants pour s'en sortir. Plutôt que de dénigrer notre modèle social, il nous faut le défendre et l'améliorer.

## Les choix faits par le gouvernement depuis un an vont-ils permettre de prévenir la pauvreté comme le prétend M. Macron?

S'il en était encore besoin, le Président de la République vient de démontrer une nouvelle fois que la lutte contre l'exclusion ne fait pas partie de ses priorités. Après plusieurs semaines de pseudo "fuites" dans la presse sur le contenu du plan pauvreté réclamé par les associations, et de suppositions sur des arbitrages budgétaires non tranchés sur les minima sociaux, on apprend qu'il faudra finalement attendre encore au moins jusqu'en septembre pour connaître la "stratégie de lutte contre la pauvreté" du gouvernement. Cela n'empêche pas d'analyser dès à présent les conséquences des choix faits depuis un an, ainsi que l'impact potentiel des mesures annoncées.

Ainsi, la simplification des procédures pour l'accès aux droits sociaux, avec notamment le versement de toutes les prestations en une fois, pourrait être une mesure efficace, si elle n'était pas couplée à la volonté manifeste de faire diminuer drastiquement le nombre d'allocataires, dans l'objectif affiché de faire des économies. L'enjeu, si l'on veut faire reculer la pauvreté, c'est au contraire d'aller chercher toutes celles et ceux qui n'ont rien et ne demandent rien, et de leur donner accès à leurs droits, c'est-à-dire de lutter contre le non-recours (l'exemple le plus marquant étant celui du RSA : 30% des personnes qui y ont théoriquement droit ne le demandent pas). Cela suppose d'accepter d'augmenter substantiellement le budget de tous les minimas sociaux, et sûrement pas d'anticiper des coups de rabot de plusieurs centaines de millions d'euros grâce à des modifications restrictives des critères d'attribution des prestations, comme plusieurs Ministres l'ont laissé entendre. Il ne faut pas oublier que les "économies" en matière de minima sociaux se font aux dépens de familles qui chaque mois comptent les euros un par un. Difficile pour un enfant de "s'émanciper", y compris dans une classe de seulement douze élèves, quand la famille n'a pas les moyens de payer les dépenses essentielles pour vivre. Et ça n'est pas le petit déjeuner gratuit à l'école qui va permettre de compenser la perte de pouvoir d'achat pour toutes les familles touchées par ces modifications de critères. De même, la mise en œuvre de "tarifs sociaux dans les cantines" est annoncée comme une mesure innovante du futur plan pauvreté, alors que ce sont les collectivités locales (et non l'Etat) qui ont la compétence de la restauration scolaire, et que bon nombre d'élu.e.s de gauche ont déjà mis en place de tels tarifs.

De plus, si l'on écoute les propos récents du Président de la République, l'on comprend qu'il souhaite faire de l'émancipation son cheval de bataille, en améliorant l'accompagnement de celles et ceux qui sont dans la difficulté pour leur permettre de s'en sortir, plutôt qu'en "dépensant un pognon de dingue dans des minimas sociaux". On ne peut que saluer unanimement cette volonté affichée de faire progresser l'insertion. Mais alors, on comprend mal pourquoi le choix a été fait de diminuer les moyens de Pôle

*Emploi*, en supprimant des postes de conseiller.e.s, censé.e.s précisément accompagner les chômeur.se.s pour retrouver un emploi ? Pourquoi avoir décidé de supprimer dès l'été 2017 des centaines de milliers de contrats aidés ? Pourquoi vouloir maintenant asphyxier les Conseils Départementaux avec des règles budgétaires insoutenables, alors qu'ils sont les chefs de file dans le domaine de l'insertion ?

Lutter efficacement contre la pauvreté, c'est aussi faire en sorte que chacun.e puisse se loger dignement. Le logement social en France c'est notre patrimoine commun, construit en partie grâce à l'épargne de tou.te.s les français.es. Depuis la fin des années 70, les allocations pour le logement permettent à des millions de familles de payer leur loyer, et aux bailleurs sociaux de continuer à construire, grâce à l'argent des loyers encaissés. En diminuant les APL et donc les recettes des bailleurs, ceux-ci n'ont plus de fonds propres pour pouvoir engager de nouveaux chantiers. Pour que le système continue à fonctionner il faudrait logiquement augmenter l'investissement de l'Etat dans la construction et donc l'aide à la pierre, pour se substituer à la diminution des fonds propres. Ce n'est manifestement pas le choix qui a été fait par l'actuel gouvernement, qui, non content de diminuer les moyens des bailleurs sociaux pour construire de nouveaux logements, souhaite maintenant les inciter à vendre leurs logements à des sociétés immobilières privées. Ainsi, alors que l'on manque encore dans beaucoup de villes et dans beaucoup de départements de logements à loyer modéré, on peut craindre un effet néfaste cumulé de toutes ces mesures : la construction est de fait déjà en berne depuis le début de l'année 2018.

Economies de "bouts de chandelles" sur les droits sociaux des ménages, diminution des moyens dédiés à l'insertion sociale et professionnelle, mise en difficulté du logement social... Tous ces choix aggravent la précarité et mettent à mal notre modèle social.

Une vraie politique de lutte contre l'exclusion c'est porter un projet d'émancipation collective, et non flatter la réussite individuelle de quelques-un.e.s.

Depuis 1945, notre République s'est bâtie sur le modèle de l'Etat social, fondé sur des valeurs d'universalisme et de solidarité. Aujourd'hui, c'est ce modèle auquel nous sommes tou.te.s attaché.e.s qui est remis en cause, tant par les propos qui sont tenus au plus haut niveau de l'Etat que par les choix qui sont faits. Tout porte à croire qu'il y a, au sein de l'exécutif actuel, bien peu de considération pour le rôle que joue la Sécurité Sociale depuis maintenant 73 ans en termes de protection, de progrès et d'amélioration de la qualité de vie pour tou.te.s les français.es.

Ce que le Président de la République nous propose aujourd'hui, c'est tout simplement de couper la corde de la solidarité pour permettre aux premier.e.s de monter plus vite, en abandonnant au bord du chemin toutes celles et ceux qu'il considère comme des poids... Il est encore temps de lui faire comprendre qu'il commet une erreur monumentale en voulant détruire un modèle qui a fait la preuve de son efficacité et que le monde entier nous envie.

Signataires: Stéphane Le Foll, Marie-Arlette Carlotti, Patrick Kanner, Ségolène Neuville, Martine Pinville, François Rebsamen, Clotilde Valter et Frédéric Cuvillier, Jean-Marc Todeschini, Georges-Pau Langevin, Michele Delaunay